



Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques
Section de la Haute Marne



Cité administrative
89 rue Victoire de la Marne
52000 CHAUMONT
Bureau 219-2ème étage
fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr
03.25.30.23.46

Déclaration liminaire du CDAS du 5 novembre 2020

Monsieur le Président,

Tout d'abord FO-Finances Haute-Marne tient à rappeler son attachement au dialogue social. Bien que cette année 2020 soit particulière, nous restons attachés à tout mettre en œuvre pour trouver des solutions et garantir l'emploi des crédits dans l'intérêt des agents.

Nous réaffirmons la nécessité d'une réelle politique d'action sociale permettant d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités.

Dans une période de crise économique, marquée par une baisse continue du pouvoir d'achat, une détérioration des conditions de travail et les dizaines de milliers de suppressions d'emplois depuis plusieurs années, FO-Finances Haute-Marne dénonce la réduction drastique de crédits alloués à la politique d'action sociale dans notre Ministère.

FO-Finances Haute-Marne exige que celle-ci demeure une priorité ministérielle. Le Ministère doit maintenir une politique d'Action Sociale ambitieuse et de qualité.

Cependant, force est de constater que la note d'orientations 2020 pour l'action sociale ministérielle avec cette première phrase : « Notre action sociale ministérielle doit davantage s'inscrire dans l'accompagnement des transformations. », n'augure rien de bon.

Vous comprendrez bien que pour FO, qui combat les restructurations incessantes des directions des Ministères économiques et financiers et leurs méfaits sur la vie professionnelle et familiale des agents, cette petite phrase est une provocation.

Nous sommes loin de l'introduction de la note d'orientations de 2019 où l'action sociale ministérielle était encore un pivot de notre politique de ressources humaines tant au niveau national que local.

Ce virage n'est pas acceptable ! Encore moins après cette période que nous vivons...

FO s'inquiète de voir vers quoi tend cette « transformation » pour cette Action Sociale, son pilotage, mais aussi le maintien de son réseau et l'impact qu'auraient des baisses de prestations sur les agents et leur qualité de vie.

Car, FO revendique une réelle politique d'action sociale dans notre ministère qui doit impérativement permettre d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités. Elle doit aussi favoriser l'égalité femmes-hommes et venir en soutien de chaque agent en matière de logements, d'aides et de prêts, d'assistance sociale, de vacances, de loisirs, de petite enfance et de soutien par des intervenants (avocat, psychologue, etc).

A ce titre, FO combattra toute tentative d'individualisation des prestations et d'instrumentalisation de l'action sociale au profit d'une politique de gestion par les services des ressources humaines, à fortiori pour aider à des restructurations incessantes que nous condamnons !

Nous ne pouvons pas non plus, ne pas évoquer les problèmes de la restauration collective.

Aujourd'hui le seul restaurant collectif de Haute-Marne est ouvert, mais il a été fragilisé à l'extrême par la période sans activité et à ce jour, connaît des difficultés dues aux contraintes de la distanciation et à la crainte des agents à revenir dans des lieux d'usage collectif.

Alors, après cet état des lieux empreint de sinistrose et de morosité ambiante, comment pourrions-nous être tentés de nous tourner vers l'avenir avec optimisme, puisque nous savons que les agents, ne constituent pas une priorité dans la tête de nos dirigeants.

De la même manière, cette action sociale doit conserver un échelon DÉPARTEMENTAL, au plus proche des agents, avec les effectifs et moyens en nombre suffisants pour son animation. La régionalisation, qui se profile, avec un regroupement au niveau des SAR (Structures d'Appui Régionales), est pour nous un véritable non sens !

Alors notre vœu en tant que représentants des personnels, aujourd'hui, monsieur le Président, serait que vive une Action Sociale de qualité, dynamique et préservée, pour le bien-être de nos agents et qu'elle assure à ces mêmes agents que nous défendons, en plus d'un supplément de vie, l'écoute et le soutien dont ils ne manqueront pas d'avoir besoin.

FO-FINANCES Haute-Marne demande l'arrêt de toutes les réformes visant à supprimer les services publics, des missions et les emplois.

FO-FINANCES Haute-Marne exige :

- le maintien d'un réseau départemental avec le recrutement immédiat d'un délégué à l'Action Sociale**
- le maintien d'un budget propre à l'Action Sociale**
- le maintien de toutes les prestations**

Pour FO-FINANCES Haute-Marne les moyens humains et financiers doivent être à la hauteur des besoins. En conséquence, les représentants FO continueront de se battre pour le maintien d'une action sociale de proximité pour l'ensemble des agents.